



Paul TROUILLET
Candidat du Parti Socialiste

48 ans, marié, père de trois enfants, syndicaliste. A 15 ans il est entré comme ouvrier chez Saint-Frères. Il a rapidement pris des responsabilités dans des mouvements de jeunes ; pendant 17 ans il a été secrétaire général de l'Union Départementale CFDT. Il est aujourd'hui secrétaire national d'une association se préoccupant de promotion de travailleurs immigrés. Il est conseiller municipal d'Amiens.



Paul TROUILLET

Candidat du Parti Socialiste
Michèle SELLIER, suppléante

avec le parti socialiste changer la vie

QUEL EST L'ENJEU DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1973 ?

● C'est un enjeu national.

Il ne s'agit pas seulement de l'avenir des Amiénois, mais de l'avenir de tous les Français.

Le député que vous élirez ne devra pas se contenter de défendre des intérêts locaux : il devra aussi appliquer un programme politique national.

● C'est un choix entre le pouvoir de l'argent et la démocratie socialiste.

En multipliant les profits scandaleux, en aggravant les inégalités sociales, en administrant quotidiennement la preuve de son inefficacité, le régime en place depuis 15 ans conduit le pays dans une impasse.

Seul le programme commun adopté par les partis de gauche – programme qui a suscité un immense courant d'espoir chez les Français – vous permettra d'en sortir et de jeter les bases d'une société socialiste.

QUE PROPOSE LE PARTI SOCIALISTE ?

La construction progressive d'une société fondée sur une démocratie réelle et totale, qui garantisse toutes les libertés.

● Une démocratie réelle et totale : c'est-à-dire avant tout

- que **les mêmes chances soient mises à la disposition de tous** ; il faut pour cela lutter contre les inégalités sociales qui persistent dans l'éducation nationale, à tous les degrés ; il faut par ailleurs transformer la formation permanente, aujourd'hui étroitement soumise aux impératifs de production, en une formation qui réponde aux aspirations des travailleurs ;

● que **soit instituée une gestion démocratique effective** :

- des entreprises, par l'extension des pouvoirs de contrôle et de décision des comités d'entreprise, par une réforme profonde des secteurs public et nationalisé – ce que le Parti Socialiste inscrit dans une perspective d'autogestion ;

- du cadre de vie, au niveau des collectivités territoriales : communes, départements, régions, mais aussi au niveau des quartiers, des grands ensembles, etc...

● La garantie de toutes les libertés.

- libertés individuelles : respect du principe de la présomption d'innocence, liberté d'expression, liberté de culte, interdiction des discriminations raciales ;

- libertés collectives : abrogation de la loi « anti-casseurs », garantie du droit de grève, renforcement des droits syndicaux ;

- institution d'une Cour Suprême qui assurera le respect des règles constitutionnelles ;

- suppression des tribunaux d'exception ;

- droit à l'information : gestion de l'ORTF par un conseil tripartite (parlementaires – personnels – téléspectateurs) garantissant l'expression et la confrontation des courants d'opinion et de pensée.

● Et surtout, des moyens donnés à tous de vivre cette démocratie et de jouir de ces libertés.

Car où est la liberté de vivre du travailleur retenu chaque jour 10 à 11 heures hors de chez lui ?

Ces moyens sont avant tout les suivants :

- augmentation du niveau de vie des salariés et en priorité des plus défavorisés d'entre eux, garantie d'emploi, retraites décentes pour tous ; cela nécessite la mise en place d'une politique économique et sociale nouvelle qui implique que les moyens de production les plus importants soient progressivement transférés à la collectivité ;

- amélioration des conditions de vie en tous domaines, et surtout santé et logement, en donnant la priorité absolue à la réalisation d'équipements collectifs ouverts à tous ;

- suppression des inégalités et des discriminations qui frappent encore la femme, les jeunes, les travailleurs immigrés.

Il ne faut pas seulement mieux vivre. Il faut vivre autrement. La laideur, l'inégalité, l'insécurité sont le lot de la société actuelle. C'est en soustrayant au profit capitaliste la santé de l'homme et son cadre de vie, son éducation et sa culture, qu'on parviendra à briser en même temps que le pouvoir du grand capital, les habitudes, les scléroses, les résignations qui enferment aujourd'hui la vie quotidienne de la majorité des Français dans les limites étroites qui sont seules compatibles avec la perpétuation des privilèges.

Changer la vie, c'est possible.

Cela ne tient qu'à vous.

Votez pour le Candidat du Parti Socialiste.



Michèle SELLIER

31 ans, mariée, mère de trois enfants, assistante à la Faculté de Droit d'Amiens. Elle a animé en 1970-71 le « Groupe d'Action Municipale » (GAM) qui s'était constitué à Amiens. Elle est aujourd'hui présidente de l'Association des Locataires d'Étouvie.

C'est volontairement que le Parti Socialiste a choisi comme candidats des personnes politiquement nouvelles, en raison de leurs engagements particuliers : Paul Trouillet dans la lutte des travailleurs, Michèle Sellier dans la défense du cadre de vie.

